



LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2021

E. Desmazures, Isee

Un contexte peu favorable au rebond

En 2021 le **produit intérieur brut** se contracte de 2,1 % à prix constants, témoignant d'un nouveau repli du niveau d'activité (après une baisse de 2,6 % en 2020). Ainsi, 2021 n'a pas été l'année du retour à la croissance pour la Nouvelle-Calédonie, contrairement à la métropole et aux autres géographies d'outre-mer.

Le pays fait un pas de plus dans la crise sanitaire avec l'entrée du virus sur le territoire, marquant la fin de la politique « covid free » et déclenchant le décompte des décès. Cette situation dégrade un peu plus un contexte morose, marqué par une croissance ancrée en territoire négatif depuis 2018, des incertitudes institutionnelles (le troisième référendum d'autodétermination ayant eu lieu en fin d'année), des difficultés budgétaires, des conditions météorologiques particulièrement défavorables et des tensions liées au choix du repreneur de Vale NC (amorçées en fin d'année 2020). Deux confinements stricts sont imposés, suivis d'un confinement adapté et d'un confinement allégé, représentant plus de trois mois d'activité perturbée. Le pass sanitaire est également instauré, limitant l'accès à certains services pour une partie de la population. Le pays bénéficie toutefois de l'expérience des précédents confinements et a pu se préparer (télétravail, présentiel en alternance, protocoles, etc.).

La **consommation des ménages** se révèle cependant plus solide qu'escompté (+1,4 % en volume), les Calédoniens ayant probablement dépensé une partie de l'épargne accumulée en 2020. Compte tenu de la fermeture des frontières, ce sont les entreprises calédoniennes qui ont pu bénéficier de ces achats. Par contre, l'**investissement** ne montre pas de signe de reprise : le marché de « l'habitat neuf » recule (-8,5 % en volume), les entreprises se sont endettées pour maintenir leur trésorerie et investissent relativement moins qu'en 2020, et la commande publique n'est pas en mesure de prendre le relais. Seule l'arrivée du dernier Airbus destiné à la compagnie internationale permet de limiter la contraction de la **formation brute de capital fixe (FBCF)** à 1,5 %. Cet achat constitue une importation notable mais ne contrebalance pas la diminution des commandes vis-à-vis du reste du monde (-2,0 % pour les importations en volume). Dans le même temps, les exportations en volume diminuent de manière plus marquée (-19,5 %), mais bénéficient d'un effet-prix très favorable entraînant une progression en valeur (+2,4 %).

Cet effet-prix permet au PIB calédonien de repasser au-dessus de la barre symbolique des 1 000 milliards de F.CFP et au PIB par habitant de retrouver son niveau de 2019, à 3,7 millions de F.CFP.

Croissance réelle (%)

	Moyenne annuelle 2012/2017	2021e
PIB en volume	1,2	-2,1 %
Consommation finale	1,5	1,2 %
Formation brute de capital fixe	-7,1	-1,5 %
Exportations	9,4	-19,5 %
Importations	-1,3	-2,0 %

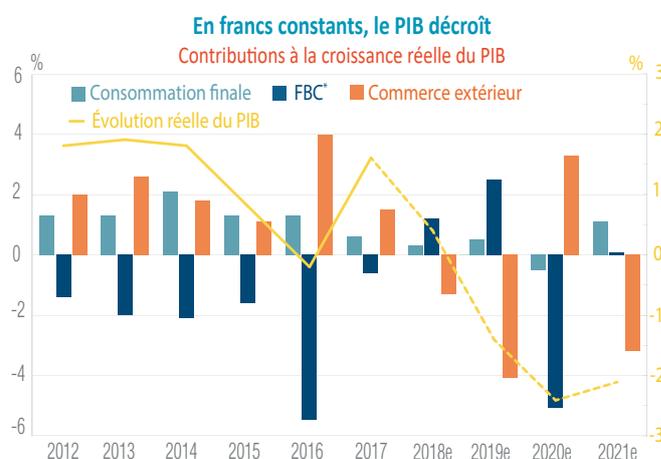
e : estimé
Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

Unité : %

Évolution du PIB et PIB par habitant

	2017b	2021e
PIB (milliards de F.CFP)	969	1 016
PIB/hab. (millions de F.CFP)	3,58	3,76

b : base - e : estimé
Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom



* La formation brute de capital est la somme de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks.

Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

AVERTISSEMENT : Les comptes rapides, une première estimation de la croissance

Ce document présente le compte économique de la Nouvelle-Calédonie estimé à l'aide d'un modèle macro-économique. Celui-ci est projeté à partir des comptes définitifs 2017 en fonction des données disponibles pour l'année 2021. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif et ces résultats seront amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données.

L'emploi salarié progresse sans retrouver son niveau d'avant-crise

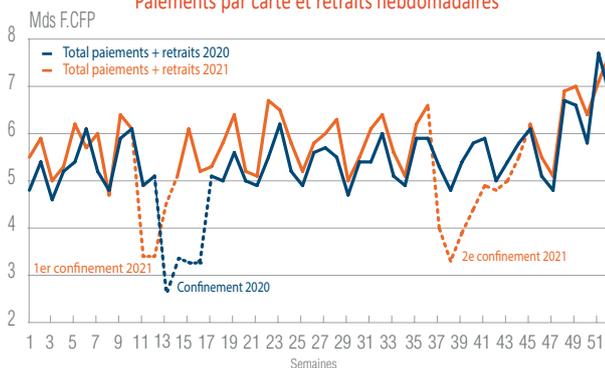
En 2021, 65 350 salariés sont déclarés en moyenne par les employeurs privés. Cet effectif est en progression de 0,7 % par rapport à 2020 mais ne permet pas de retrouver son niveau d'avant crise (-1,3 % entre 2019 et 2020). Les effectifs supplémentaires proviennent du secteur de l'industrie (+1,9 % en moyenne en 2021) et du commerce (+2,2 %). Dans les services, les effectifs se maintiennent (+0,2 %) mais leur évolution est largement influencée par la crise sanitaire : dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, une légère progression (+1,0 %) ne permet pas de compenser les pertes d'emplois observées en 2020 (-8 %), tandis que le secteur du transport et de l'entreposage continue de perdre des salariés (-2,7 % en moyenne), en particulier dans le domaine du transport aérien de passagers. À l'inverse, les activités de services administratifs et de soutien ainsi que les services de santé et de l'action sociale emploient plus de personnes (respectivement +4,8 % et +2,4 %). De manière plus structurelle, car cette tendance est observée depuis plus de dix années, l'emploi salarié dans le secteur de la construction continue de se replier (-1,8 %).

La consommation des ménages tient bon malgré la baisse des revenus

Les mesures prises par les pouvoirs publics (reports de cotisations sociales, plan d'urgence pour les petites entreprises et les patentés, prêts garantis par l'État, chômage partiel, fonds de solidarité et allocation de soutien Covid-19) ont permis de limiter les pertes de revenu. Celles-ci sont néanmoins de l'ordre de 5 % pour les revenus déclarés, dans un contexte de légère **inflation** (+0,6 % en 2021 contre -0,5 % en 2020). Pourtant la consommation semble avoir résisté, comme en témoignent plusieurs indicateurs (progression de l'emploi, notamment dans le commerce, hausse des paiements par carte bancaire et retraits).

La consommation des ménages a résisté

Paiements par carte et retraits hebdomadaires



Source : Calédonienne de services bancaires

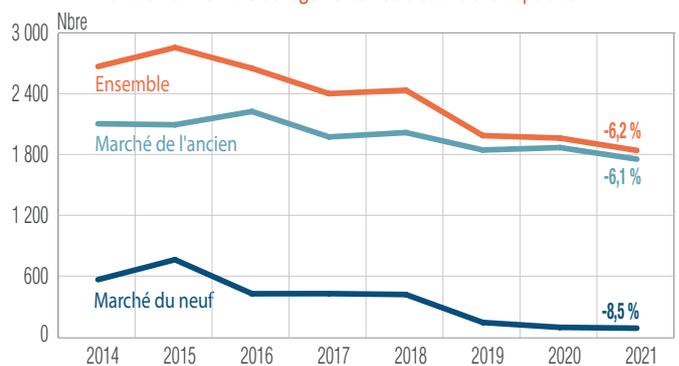
Cette orientation favorable s'explique principalement par des reports de consommation dans le temps, c'est-à-dire les dépenses qui n'ont pas été réalisées en 2020, et qui s'étaient traduites par une hausse de l'épargne (près de 4 milliards de F.CFP en moyenne trimestrielle en 2020 contre 1 milliard sur la période 2017-2019). La structure de consommation elle-même est modifiée et des transferts sont observés, avec par exemple une diminution des dépenses de carburants, mais une hausse des dépenses alimentaires et vestimentaires. La propension à consommer a ainsi augmenté par rapport à 2020, et plus précisément la propension à consommer localement, avec de probables effets d'entraînement.

L'investissement ralentit nettement

Les crédits à l'habitat résistent (+3,3 % en 2021, après +3,2 % en 2020 pour les encours), mais le suivi des transactions immobilières montre que ces investissements concernent de moins en moins les constructions neuves. Or ce sont ces achats qui alimentent de manière substantielle la sphère économique réelle. Du côté des entreprises, alors qu'un certain nombre de projets d'investissement ont été gelés dans l'attente d'une meilleure visibilité sur les plans politique, institutionnel et budgétaire, l'encours de crédits d'investissement progresse modestement (+1,2 % en 2021, après +3,7 % un an auparavant). Enfin, les administrations publiques voient leurs marges de manœuvre réduites, avec des recettes fiscales qui diminuent tendanciellement et des charges incompressibles qui augmentent. Ainsi, en dépit d'une hausse de leur taux d'endettement, elles diminuent leurs dépenses d'investissement (environ -3 % sur l'année 2021). Au niveau global, la réception par la compagnie internationale du dernier appareil prévu pour le renouvellement de sa flotte permet de limiter la diminution de l'investissement à 1,5 %.

L'investissement des ménages recule

Évolution du nombre de logements neufs et anciens depuis 2014



Sources : Notaires - DSF - Isee

Moins d'échanges commerciaux, mais à des prix records

Les exportations (de biens et services) se contractent en volume (-19,5 %), sous l'influence des ventes de nickel (-21,9 %). Parallèlement, les importations diminuent dans des proportions moins importantes : si les achats de produits minéraux ont baissé de 27 % en volume, la hausse d'autres postes d'importations (« les produits textiles », « le matériel de transport ») limite la contraction des importations en volume à -2,0 %.

Les effets-prix ont été particulièrement importants, tant au niveau des exportations, avec un cours du nickel qui enregistre une hausse de 34 % au LME en moyenne annuelle, qu'au niveau des importations, avec un cours du pétrole (brut Brent, Rotterdam) en croissance de 69 %. Il en résulte une stabilité du **taux de couverture** des échanges commerciaux (de biens) par rapport à 2020 et une aggravation de 5 % du déficit commercial qui s'établit à 94,9 milliards de F.CFP.

Les cours du nickel hissent la valeur ajoutée du secteur

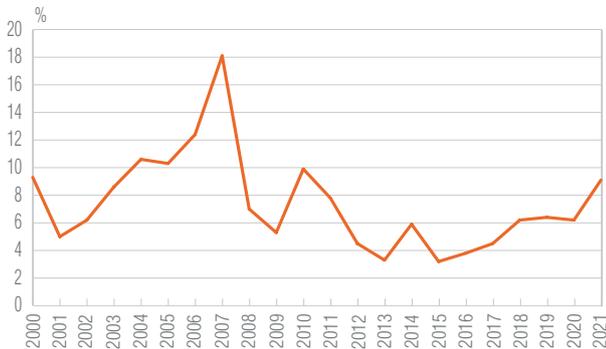
L'activité minière et métallurgique a connu une année difficile, marquée par des tensions autour du repreneur de l'usine du Sud (qui ont affecté la production de NHC), des problèmes techniques et des conflits à l'usine du Nord, une forte pluviométrie et des confinements. Ainsi, globalement, l'extraction minière recule de 4,7% sur un an, la production de ferronickel de 13,2% et celle de NHC de 11,2%. Par ailleurs, le CoCO3 et le NiO ne sont plus produits, en lien avec un changement de stratégie industrielle de l'usine du Sud qui se concentre sur le NHC. Pourtant, le secteur gagne près de 3 points de représentativité dans la valeur ajoutée, pour atteindre 9%.

Il faut remonter en 2010 pour lui trouver un poids équivalent. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des cours, mais également par des repositionnements sur les produits les plus rentables (pour mémoire la SLN s'est également concentrée sur le ferronickel au détriment des mattes).

On constate également une diminution ou une création de valeur ajoutée moins importante dans les autres secteurs. Ainsi, l'industrie hors nickel, le commerce et les services, perdent respectivement 1 point de représentativité.

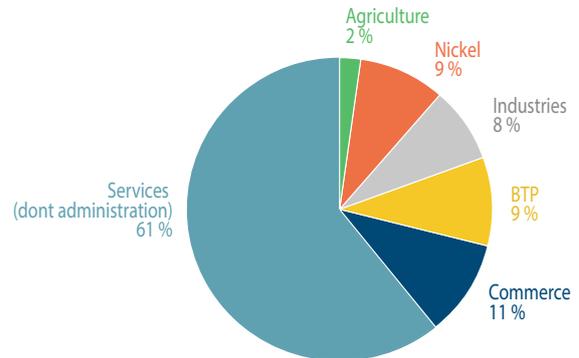
Le poids du nickel au plus haut depuis 2010

Poids du nickel dans la valeur ajoutée



Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

Répartition sectorielle de la valeur ajoutée en 2021

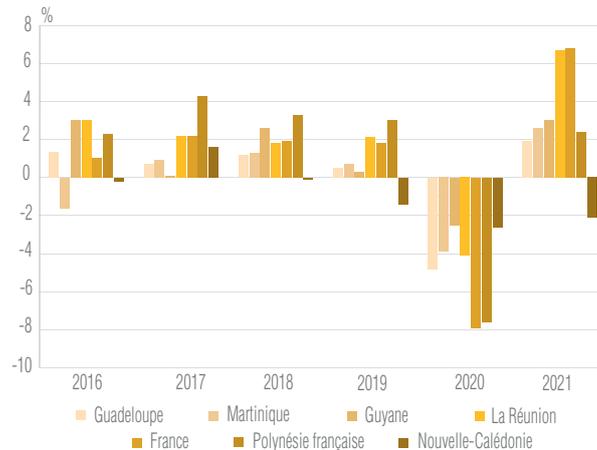


Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

Une trajectoire de croissance singulière

La Nouvelle-Calédonie présente une évolution singulière de son économie comparativement aux autres géographies ultramarines et à la France métropolitaine. En effet, elle connaissait déjà avant la crise sanitaire un repli d'activité, mais a moins pâti de la première année de crise mondiale en raison de sa relativement faible ouverture et d'une politique « covid free » qui a été maintenue tout au long de l'année 2020. En 2021, les autres géographies présentent un rebond significatif, tandis que l'évolution réelle du PIB de la Nouvelle-Calédonie est négative pour la quatrième année consécutive.

Croissance du PIB en France et ses Outre-mer



Sources : Insee, ISPF, Isee, Cerom

AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE
Cerom

Les comptes économiques rapides de Nouvelle-Calédonie sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Isee, l'AFD et l'Ieom qui a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Il donne lieu en Nouvelle-Calédonie à la conduite d'études macro-économiques (bilans macro-économiques, études sectorielles, simulations d'impact), à l'élaboration de comptes économiques rapides, pilotée par l'Isee, permettant une évaluation des principaux agrégats comptables (PIB, consommation, investissement...) et à la diffusion de tableaux de bord trimestriels.

Le modèle Tablo adapté à la Nouvelle Calédonie

Le modèle Tablo est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrées-Sorties) disponible de la comptabilité nationale (2017) en fonction d'hypothèses d'évolution de l'offre, de la demande et des dernières données disponibles. Ce modèle est construit avec 23 produits et 14 branches. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Les résultats de ce modèle restent étroitement dépendants du passé, des hypothèses, et de la quantité des données définitives disponibles.

DÉFINITIONS

- La **consommation des ménages** inclut tous les biens et services acquis par les ménages résidents. Si on y ajoute la consommation des administrations publiques, on obtient la consommation finale.
- L'**inflation** permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des biens ou services consommés par les ménages. 9 000 relevés de prix mensuels permettent à l'Isee de constituer l'indice des prix à la consommation (IPC). Pour les comptes rapides, l'évolution de l'IPC en moyenne annuelle est utilisée.
- L'**investissement** est mesuré en comptabilité nationale par la **formation brute de capital fixe (FBCF)**, qui est la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs corporels (machines, etc.) ou incorporels (logiciels, etc.), réalisées par les producteurs résidents et utilisées de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an. Le **taux d'investissement** est le rapport entre l'investissement et la valeur ajoutée totale. Pour les comparaisons internationales, ce ratio est souvent limité à l'investissement des entreprises.
- Le **produit intérieur brut (PIB)** est le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées (VA) brutes nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché et augmentée des impôts moins les subventions sur les produits.
- Le **taux de couverture** du commerce extérieur est le rapport entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de produits (dans cette publication, uniquement les biens).

ÉTUDES THÉMATIQUES

- La crise sanitaire enlise un peu plus l'économie calédonienne en 2020 (mars 2022)
- La crise sanitaire s'installe en 2021, avec des effets dont la nature change (août 2021)
- La crise sanitaire de la Covid 19 contamine l'économie calédonienne en 2020 et surtout au-delà (novembre 2020)
- Une crise inédite, avec un impact immédiat conséquent et des effets induits à venir incertains (avril 2020)
- L'économie calédonienne, entre résilience et recherche de nouveaux équilibres (2017)
- L'impact du nickel en Nouvelle-Calédonie (2015)

EN SAVOIR PLUS

www.isee.nc : Synthèse Transactions immobilières 2021 : *En 2021, le marché de l'immobilier plie mais ne rompt pas*

Synthèse annuelle de l'emploi salarié 2021 : *En 2021, l'emploi salarié dans le secteur privé continue d'être soumis aux influences de la crise Covid et ses conséquences en Nouvelle-Calédonie*

Synthèse annuelle du commerce extérieur 2021 : *La crise sanitaire et ses conséquences multiples majorent les prix des échanges extérieurs en 2021, malgré une baisse des volumes échangés*

Enquête sur les Forces de Travail en Nouvelle-Calédonie : Résultats 2020

Synthèse Impact nickel 2019 : L'économie calédonienne forte des retombées du nickel

Synthèse Budget des familles 2019-2020 : En 2019, le taux de pauvreté reste stable en Nouvelle-Calédonie

www.ieom.fr : Rapport annuel économique 2021 de la Nouvelle-Calédonie

Synthèse annuelle : L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2021

Tendances conjoncturelles trimestrielles

www.afd.fr : Appui à la structuration de l'Economie Sociale et Solidaire en Nouvelle-Calédonie (nov. 2021)

Observatoires des communes de Nouvelle-Calédonie 2021 : analyse de la situation financière 2019 (Juil. 2021)

Étude sur le potentiel de diversification économique à soutenabilité forte de la Nouvelle-Calédonie (Juil. 2021)

LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2021

Édition Novembre 2022 - ISSN : 0758-0029

Directeur de la publication : O. Fagnot (Isee)

Conception graphique : C. Aluze (Isee)

www.ieom.fr/nouvelle-caledonie - www.afd.fr/fr/page-region-pays/nouvelle-caledonie - www.cerom-outremer.fr/cerom - www.isee.nc

